

Canadiens nous ont envoyés ici mettre bon ordre à cette situation—les parlementaires ont le devoir de faire comprendre aux Canadiens que le gouvernement doit examiner tous ces programmes, prendre un peu de recul pour en considérer l'ensemble et déclarer que de l'avis du gouvernement du Canada d'aujourd'hui cette action est mal orientée et déphasée. Il est évident que des difficultés vont surgir lorsque des programmes individuels vont être supprimés et les raisons qu'auront certains de protester sont compréhensibles.

[Français]

**M. Gauthier:** Monsieur le Président, le Règlement prévoit une période de dix minutes de questions et commentaires. Nous sommes maintenant dans la treizième minute de ces commentaires et questions, je vous demanderais donc d'appliquer le Règlement tel qu'il est écrit.

**M. le vice-président:** L'honorable député a raison. C'est que la présidence tente d'inclure le plus de questions possibles dans la période de dix minutes, et nous avons eu une question à la neuvième minute, mais je prends bonne note des paroles de l'honorable député.

Nous allons procéder à la . . .

[Traduction]

Nous allons maintenant reprendre le débat.

**M. Steven W. Langdon (Essex-Windsor):** Monsieur le Président, je me réjouis de prendre part à ce débat. Je trouve particulièrement intéressant de voir que le député qui m'a précédé est un bon vieil ami. Mais sa pensée politique a bifurqué, en quelque sorte, en cours de route.

Ainsi qu'il convient, je commencerai tout d'abord par exprimer ma gratitude envers les gens d'Essex-Windsor qui m'ont élu député et permis en devenant leur porte-parole de saisir la Chambre des questions qui les préoccupent et qui pour eux ont de l'importance. Ma présence ici suscite en moi beaucoup d'enthousiasme car je suis conscient que cette législature annonce une ère nouvelle.

● (1140)

Je dois avouer, monsieur le Président, que tous les nouveaux députés ici présents se sentent un peu comme si on les avait jetés à l'eau au milieu d'un lac. Nous nous demandons encore vers quelle rive nager. Mais qu'on nous donne encore quelques mois et, de concert avec le député de Hamilton Mountain (M. Deans), nous apprendrons à invoquer le Règlement et à donner du fil à retordre au Président.

Je voudrais, aujourd'hui, parler de ce qu'est la réalité économique en 1984. Je voudrais évoquer les défis que pose la politique industrielle, dont il n'a pas été question dans le discours du trône. Je parlerai des mauvaises orientations que le gouvernement semble vouloir donner à sa politique industrielle, ainsi qu'en témoignent les premières initiatives qu'il vient de prendre.

Avant de décrire la situation économique qui règne, en 1984, à Essex-Windsor et ailleurs au Canada, il faut d'abord rappeler ce que nous avons tous éprouvé au cours de la dernière campagne électorale. Les simples citoyens d'Essex-Windsor et des autres circonscriptions qui nous ont élus, mes collègues et moi, ont sans doute voulu protester fermement contre ce qui se passait au Canada et montrer, en même temps, qu'ils conserveraient quelque espoir.

*L'Adresse—M. Langdon*

Je voudrais décrire à la Chambre certaines des personnes en faveur de qui je veux intervenir tout particulièrement. Il y a ce jeune homme qui habite Essex, l'une des petites villes de ma circonscription. C'est un diplômé d'université qui a travaillé avec acharnement pour payer ses études. Il cherchait du travail depuis neuf mois quand je l'ai rencontré à sa porte et que j'ai compris combien il était profondément découragé et démoralisé.

Il y a cette jeune femme qui vit à Forest Glade, en banlieue de Windsor. Quand nous nous sommes rencontrés dans la rue, cela faisait six mois qu'elle cherchait un emploi dans cette ville. Elle n'avait pas ralenti ses efforts, mais un certain désespoir commençait à la gagner.

Il y a aussi ce chef de petite entreprise qui habite Amherstburg. Il gagnait bien sa vie à vendre des produits d'artisanat canadien et il avait cinq employés. Mais les taux d'intérêt de l'ancien gouvernement ont eu raison de son commerce et anéanti ses rêves.

Enfin, monsieur le Président, je vais parler au nom des retraités qui habitent, par exemple, le quartier Remington Park, à Windsor. J'ai parlé à certains retraités de la situation à laquelle les ont poussés les augmentations de prix et la baisse du montant réel des pensions, à savoir qu'ils n'ont même plus assez d'argent nécessaire pour aller à Toronto voir leurs petits-enfants. Ces Canadiens ordinaires et travailleurs sont ceux pour lesquels le pays devrait travailler. Ce sont eux qui ont érigé notre pays et qui, en 1984, sont les victimes de la mauvaise orientation économique de notre pays.

À l'heure actuelle, monsieur le Président, les données relatives au chômage, à Windsor, indiquent que 14,000 personnes sont officiellement sans emploi, soit 1,000 de plus qu'il y a un an. Plus de 21,000 personnes sont inscrites à la Commission canadienne d'emploi et de l'immigration. L'enjeu, pour eux comme pour nous tous, consiste à relancer notre économie, à redresser les erreurs économiques du régime passé, mais également à réagir aux problèmes qui font surface et à relever les défis du XXI<sup>e</sup> siècle.

Cette tâche se fera en diverses étapes. En tant que président du comité de la politique économique du caucus du Nouveau parti démocratique, je puis dire que notre parti va examiner bon nombre de ces problèmes dans les mois à venir.

Je voudrais me concentrer aujourd'hui sur la politique industrielle et sur le besoin désespéré qu'ont les Canadiens d'établir une base industrielle solide, de créer des emplois pour les jeunes, d'assurer la prospérité de la petite entreprise et la sécurité des personnes âgées. La politique industrielle ne signifie pas nécessairement le contrôle étatique ni la centralisation, ni les préjugés à l'encontre du secteur privé. Au contraire, nous devons tous collaborer, au sein de cette économie restreinte et libre et dans un contexte mondial très difficile, nous efforcer de canaliser nos maigres ressources et nos moyens de négociation vers les secteurs où ils pourront nous servir et promouvoir un secteur de fabrication moderne et efficace, susceptible de répondre à nos besoins actuels, ainsi que l'expansion de nos exportations et la création d'emplois. Au sein d'une économie aussi restreinte, il faudra donc veiller à ce que le gouvernement joue un rôle important en tant que catalyseur, comme il le fait au Japon, en Hollande, en Suède et en Italie.